

Le mois que nous venons de traverser a été une rude épreuve pour notre système nerveux. Ces belles journées de fin de saison dont nous aurions aimé jouir sans arrière pensée ont semblé nous inviter plutôt à une dernière détente avant l'horreur d'un conflit sans précédent.

Au moment même où paraîtront ces lignes où en serons-nous? La guerre menaçante sera-t-elle enfin écartée?

Nous voudrions le croire et ne retenir de cette période tragique et angoissante que le seul et unique souvenir des voyages de M. Chamberlain en Allemagne. Quoi qu'il advienne, d'ailleurs, nous ne pourrions oublier ce geste si simple, si noble, si hardi du « Premier » anglais dans un moment où la guerre était imminente. Cette volonté de paix qui l'animait; ce sentiment que tout devait être tenté pour éviter le pire a semblé toucher les dictateurs eux-mêmes et briser un moment les barrières qui séparaient les parties adverses. Qui sait même si cet acte approuvé par la quasi unanimité du monde n'ouvrira pas une ère nouvelle dans la politique européenne, et, si grâce à lui, grâce aussi aux sacrifices que consent stoïquement la Tchécoslovaquie, on ne pourra pas tenter de résoudre maintenant, les uns après les autres, et d'un commun accord les points de friction qui font de notre continent une machine en constante ébullition.

S'il dépend des grandes nations démocratiques, il en sera certainement ainsi, car aucune d'elles ne veut autre chose qu'une bonne entente générale entre les peuples.

En sera-t-il de même pour le Reich et l'Italie?

C'est là où se pose le vrai nœud du problème. L'auteur de « Mein Kampf » n'a pas encore achevé son plan ambitieux. Y renoncera-t-il? Et M. Mussolini dont le prestige, a-t-il déclaré lui-même, le 18 septembre, « a besoin de victimes », consentira-t-il à limiter ses ambitions? Chi lo sa?

Dans ce grand jeu des puissances, quel doit-être à nous, femmes, notre rôle, notre devoir?

Continuer à vivre comme si rien n'était? Attendre les événements?

Non!

Ce dernier mois passé à Paris nous incite au contraire à préconiser l'action. Certes, nous avons pu nous rendre compte de l'admirable préparation de notre défense nationale et de l'attention minutieuse qui a présidé à l'organisation de tous les services de notre pays. Mais, nous nous sommes rendu compte aussi qu'il subsistait pourtant des lacunes, notamment au point de vue du recrutement et de l'emploi des forces féminines indispensable à la bonne marche des services les plus importants de la défense passive.

Puisque la politique nous offre actuellement une trêve; puisque nous sommes encore sous l'impression de nos préoccupations d'hier, puisque nous ne pouvons encore, hélas! affirmer que les mauvais jours ne reviendront plus, agissons.

Agir? Mais comment?

Il ne s'agit pas, bien entendu, de demander à toutes les femmes de bouleverser leur vie ni d'abandonner leurs occupations pour être militarisées. Mais, ce qu'il faut, c'est que toutes, sans exception, se préoccupent des besoins essentiels du pays et cherchent ensuite comment, pour leur part, elles peuvent y pourvoir.

Cette conscience du devoir national les incitera ensuite tout naturellement à s'inscrire dans une formation adéquate qui aura la charge de les préparer à une tâche éventuelle.

Dès maintenant, l'« Union des institutions de protection de la Santé Publique et d'Assistance Sociale du département de la Seine », en accord avec les FRANÇAISES AU SERVICE DE LA NATION (1) a créé une permanence qui fonctionne à Paris, 6, rue de Berri (3^e étage) de 16 h. à 18 h. Des personnes autorisées donneront là tous les renseignements, dirigeront toutes les bonnes volontés vers les services compétents.

(1) Nous rappelons que sous ce titre s'est constitué un Comité d'entente des grandes organisations féminines (voir la Française du 21 mai).

Nos hommes politiques n'ont pas voulu organiser chez nous une mobilisation féminine, les Françaises, déclarent-ils, ayant toujours fait volontairement leur devoir. Nous acceptons l'hommage rendu à notre libre discipline, mais, aujourd'hui, ne craignons pas de dire que l'improvisation n'est plus possible pour lutter efficacement contre les conséquences d'une guerre moderne. Pour défendre nos foyers, nos enfants et ceux des autres, nous avons besoin d'une préparation technique qui ne s'acquiert pas dans les jours d'affollement: les pompiers n'apprennent pas leur métier quand l'incendie est déclaré, et nous ne croyons pas que le fait n'avoir des pompiers et des pompes en état d'alerte ait jamais augmenté le nombre des sinistres. Laissons donc derrière nous les préjugés et n'appliquons pas aux services sociaux ce vieux dicton qui prétend que « de se préparer à la guerre l'amène fatalement ». Renonçons surtout à reculer toujours l'heure des décisions. L'insouciance n'est pas une vertu et il ne faut pas la confondre avec la force d'âme dont elle n'a que le masque.

Si les pouvoirs publics n'ont pas fait appel plus tôt à certaines compétences, c'est, nous a-t-on dit, pour ne pas affoler l'opinion. C'est là, à notre avis, une erreur psychologique. Hommes et femmes garderont bien plus certainement leur calme et la maîtrise d'eux-mêmes lorsqu'ils sauront que tout est prévu; lorsqu'ils auront conscience du rôle qui leur revient dans la défense commune. Les soldats n'ont-ils pas toujours en cas d'alerte un meilleur moral que les civils?

Or, si jamais, la guerre momentanément écartée, devait revenir, les civils, surtout les habitants des villes, seraient, personne ne l'ignore, presque aussi exposés que les troupes. Il se crée donc une mentalité nouvelle avec laquelle il faut compter, et c'est pourquoi nous estimons que le problème doit être dès maintenant posé et résolu au grand jour.

Et c'est parce que « les Françaises au Service de la Nation » savent de quoi sont capables les femmes de notre Pays, qu'elles les invitent à songer sans plus attendre à leurs responsabilités présentes et futures.

C. Brunschvicg.